

**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'AMÉRIQUE LATINE  
ET LES CARAÏBES - CEPALC**



Distr.  
GENERAL

LC/G.2108(CONF.87/4)  
25 janvier 2001

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

**RAPPORT DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LA SUITE DONNÉE  
AU SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

(Santiago du Chili, 15-17 mai 2000)



## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX .....	1-16	1
Lieu et date de la réunion .....	1	1
Participants .....	2-12	1
Vérification des pouvoirs .....	13	2
Election du Bureau .....	14	2
Documents .....	15	3
Organisation des travaux.....	16	3
B. ORDRE DU JOUR.....	17	3
C. SÉANCES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE .....	18-36	4
Séance inaugurale et plénière .....	18-35	4
Séance de clôture.....	36	7
D. COMPTE-RENDU DU RAPPORTEUR .....	37-51	7
E. ADOPTION DES ACCORDS DE LA CONFERENCE.....	52	10
DÉCLARATION DE SANTIAGO .....	-	11
Annexe 1: LISTE DES PARTICIPANTS .....	-	17
Annexe 2: LISTE DES DOCUMENTS .....	-	28



## A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

### Lieu et date de la réunion

1. La première Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social s'est tenue à Santiago du Chili, du 15 au 17 mai 2000. Elle s'est déroulée conformément au Programme d'action adopté lors du Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, du 6 au 13 mars 1995) et aux décisions adoptées à la première Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social (São Paulo, du 6 au 9 avril 1997).

### Participants<sup>1</sup>

2. Étaient présents à la réunion des représentants des 27 États membres suivants de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Argentine, Bahamas, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Équateur, El Salvador, Espagne, États-Unis d'Amérique, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, République dominicaine, Uruguay et Venezuela.

3. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 du Mandat de la Commission, les États membres ci-après des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission étaient en outre représentés à titre consultatif: Allemagne, Fédération russe, Philippines et Thaïlande.

4. Étaient en outre représentés, à titre consultatif, les États suivants non membres de l'Organisation des Nations Unies: Saint-Siège et Suisse.

5. Étaient également présents des représentants des organismes suivants de l'Organisation des Nations Unies: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Programme alimentaire mondial et Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida.

6. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également présentes: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé et Organisation de l'aviation civile internationale.

7. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient également représentées: Banque centraméricaine d'intégration économique, Banque interaméricaine de développement, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Organisation internationale pour les migrations, Organisation latino-américaine de l'énergie, Parlement latino-américain et Système d'intégration de l'Amérique centrale.

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe 1.

8. Les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social étaient également représentées: Statut consultatif général: Conseil international de l'action sociale, Organisation internationale des unions de consommateurs. Statut consultatif spécial: Isis-Service féminin international d'information et de communication, Union internationale du notariat latin et Vision mondiale internationale. Inscrites sur la liste: Conseil latino-américain de sciences sociales et Council of Voluntary Social Services .

9. Étaient également présentes les organisations non gouvernementales suivantes: Contrôle citoyen (Social Watch), Fondation Éducation, et Cultural San Pablo.

10. Étaient en outre présents les invités spéciaux mentionnés ci-après qui ont participé à la table ronde sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté: MM. Horace Dalley, Ministre du travail et de la sécurité sociale de la Jamaïque; Nicolás Eyzaguirre, Ministre des finances du Chili; Eduardo Lizano, Président de la Banque centrale du Costa Rica et Vito Tanzi, Directeur du Département des finances publiques du Fonds monétaire international.

11. Étaient également présents les invités spéciaux mentionnés ci-après qui ont participé aux panels consacrés aux trois thèmes du Sommet mondial pour le développement social. Pauvreté: MM. Gustavo Gordillo, sous-directeur général, représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Enrique Ganuza, conseiller spécial en pauvreté du Programme des Nations Unies pour le développement, et Alfredo Sarmiento, chef de l'Unité de développement social du Département national de planification (Colombie). Emploi productif: MM. Albert Berry, Directeur du Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Université de Toronto ; Roberto Frenkel, du Centre d'études de l'État et de la société (Argentine) ; Paulo Paiva, Vice-Président de la Banque interaméricaine de développement, et Víctor Tokman, Directeur régional de l'Organisation internationale du travail. Intégration sociale: Mmes Alejandra Krauss, Ministre de la planification et de la coopération (Chili) ; Lourdes Arizpe, du Centre régional de recherche (Mexique), et Mary Clarke, de l'Institut de planification (Jamaïque), ainsi que M. Antonio Navarro, membre de la Chambre des représentants (Colombie).

12. Les invités spéciaux ci-après assistaient également à la réunion: MM. Patricio Aylwin, ex-Président du Chili, et Cristián Maquieira, Président du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives.

### **Vérification des pouvoirs**

13. Conformément aux dispositions de l'article 15 du Règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs des délégations présentés au Secrétaire exécutif ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

### **Élection du Bureau**

14. A la première séance plénière, le Bureau de la deuxième Conférence régionale sur le suivi du Sommet mondial pour le développement social a été élu et composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Chili
<u>Vice-présidences:</u>	Équateur Jamaïque
<u>Rapporteur:</u>	Guatemala

### **Documents**

15. La liste des documents présentés par le Secrétariat à la deuxième Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social est consignée dans l'annexe 2.

### **Organisation des travaux**

16. Les travaux se sont déroulés en plusieurs séances plénières, durant lesquelles ont été présentés les rapports nationaux relatifs à la mise en oeuvre des accords du Sommet mondial pour le développement social ; une table ronde à l'échelon ministériel en matière de gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté, et trois panels consacrés aux thèmes du Sommet suivants: atténuation et réduction de la pauvreté, emploi productif et intégration sociale.

### **B. ORDRE DU JOUR**

17. La Conférence a adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Élection du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire
3. Le fossé en matière d'équité: deuxième évaluation
4. Présentation de rapports sur l'application, dans les pays participants, des accords issus du Sommet mondial pour le développement social
5. Table ronde à l'échelon ministériel sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté
6. Panels sur les trois thèmes du Sommet mondial pour le développement social:
  - Atténuation et réduction de la pauvreté
  - Emploi productif
  - Intégration sociale
7. Questions diverses
8. Examen et adoption des accords de la Conférence

## C. SÉANCES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

### Séance inaugurale et plénière

18. Les discours de la séance inaugurale de la Conférence ont été prononcés par MM. Ricardo Lagos, Président de la République du Chili, et José Antonio Ocampo, Secrétaire exécutif de la CEPALC. Se sont ensuite adressés à la plénière qui a suivi la séance inaugurale MM. Patricio Aylwin, ex-Président de la République du Chili, et Cristián Maquieira, Président du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement et à l'examen de nouvelles initiatives.

19. Après avoir remercié le Président ainsi que l'ex-Président, M. Patricio Aylwin, de leur présence et souhaité la bienvenue aux participants, le Secrétaire exécutif de la CEPALC a décrit la décennie écoulée comme étant à la fois remarquable et paradoxale. Il a ainsi cité les grands progrès de la créativité humaine et du processus de mondialisation économique, mais également l'inégalité croissante. Il a d'ailleurs indiqué que cette dernière est la preuve que le marché ne suffit pas à lui seul pour garantir à tous les bénéfices du développement économique. C'est pourquoi des mesures collectives sont requises. Dans ce sens, le Sommet social de Copenhague comprenait, parmi ses objectifs, celui de garantir que les bénéfices pré-cités soient amplement partagés, ainsi que de gérer l'impact de la mondialisation sur de grands groupes sociaux; ces deux objectifs restent tout à fait d'actualité.

20. Le Secrétaire exécutif a ensuite fait mention de la contribution apportée par la CEPALC dans ce domaine, notamment dans les derniers documents intitulés "Équité, développement et citoyenneté" et "Le fossé en matière d'équité: deuxième évaluation". Il a fait le point des résultats des évaluations menées sur les plans économique et social, en signalant que, du point de vue des trois thèmes de base du Sommet social, à savoir la pauvreté, l'emploi et l'intégration sociale, les résultats avaient été variés et mitigés. L'une des premières conditions pour venir à bout des profondes inégalités existant dans la région est de résoudre le problème de pauvreté qui touche près de 40 p.100 de la population de l'Amérique latine et des Caraïbes, sans quoi il serait impossible de respecter l'engagement pris à Copenhague de construire la citoyenneté sociale.

21. Pour ce faire, a-t-il ajouté, il est indispensable de mettre au point des politiques sociales actives et intégrales, fondées sur les principes de base de l'universalité, de la solidarité et de l'efficacité, afin de rompre le cercle vicieux de la reproduction de la pauvreté et de l'inégalité, de génération en génération. A cet égard, les deux clefs de voûte du développement accompagné d'équité sont l'éducation et l'emploi. En ce qui concerne l'éducation, il est indispensable de parvenir à une scolarité minimum de 11 à 12 ans, d'améliorer la qualité, notamment dans les réseaux publics, et d'adapter les contenus en fonction des conditions changeantes d'un monde médiatique et démocratique. En matière d'emploi, il est nécessaire d'appuyer la micro-entreprise ainsi que les petites et moyennes entreprises, et encourager la mise sur pied de systèmes de sécurité sociale susceptibles de favoriser la mobilité et la capacité d'adaptation des travailleurs, ainsi que de réseaux de protection permanents permettant d'affronter les moments de crise économique et de catastrophes naturelles. En termes d'intégration sociale, il est impératif de mettre fin aux mécanismes d'exclusion et de stratification sociales moyennant l'élaboration de politiques sociales, l'incorporation d'agents restés en marge de la représentation politique, le plein accès à la justice et une plus grande culture citoyenne.



22. Le Secrétaire exécutif a finalement lancé un appel afin que le développement, aux échelons international et national, favorise l'union et le progrès au lieu de créer de nouvelles sources d'exclusion, bref, que le marché soit au service de la société, et non pas la société au service du marché.

23. Le Président du Chili a d'abord signalé que la pauvreté et l'inégalité constituent les deux grandes menaces actuelles, tant pour le système des échanges internationaux que pour la capacité des nations de résoudre leurs problèmes intérieurs. Le Sommet tenu à Copenhague fut le résultat d'un constat perspicace établi à mi-chemin de la décennie 90, à savoir que la croissance ne pouvait à elle seule résoudre les problèmes de pauvreté et d'inégalité, et que l'effet automatique de ruissellement, prôné par beaucoup, ne se produirait pas de si tôt, voire jamais selon certains. Effectivement, le Sommet a mis l'accent sur la nécessité d'effectuer un travail systématique pour corriger les inégalités de façon coordonnée et moyennant une intervention directe par le biais de politiques sociales à définir dans chaque pays.

24. Il est particulièrement opportun que la réunion sur l'examen du degré de mise en oeuvre des objectifs fixés à Copenhague se tienne à la CEPALC, institution créée à la fin des années 40 pour répondre à un besoin détecté par de grandes personnalités latino-américaines et conçue comme une instance de réflexion sur l'enjeu économique et social impliqué par la construction régionale. Depuis sa création, la CEPALC n'a cessé d'animer le débat sur des propositions de modes de développement qui avaient considérablement enrichi la vie politique et intellectuelle de l'Amérique latine et des Caraïbes et, bien entendu, du Chili. C'est pourquoi lorsque sera écrite l'histoire du développement des idées au vingtième siècle, il sera certainement fait mention du rôle fondamental joué par la Commission qui a su, tout au long de son histoire, formuler un défi similaire à celui abordé actuellement par le Sommet de Copenhague.

25. Dans les années 90, le "Consensus de Washington" avait proposé un certain nombre de normes visant à déclencher des processus de croissance et reconnu, notamment, la nécessité de disposer de politiques budgétaires et monétaires sérieuses et responsables et d'un État vigoureux, tout en réduisant le nombre d'entreprises publiques et en faisant une plus large place au capital privé. La croissance extraordinaire qu'a connue la région au cours de cette décennie ne s'est cependant pas traduite par une réduction des inégalités. C'est pourquoi il est impératif de parvenir aujourd'hui à un consensus sur les modalités et les mécanismes qui devront permettre au processus de croissance de conduire également à une plus grande égalité. Outre cet enjeu, défini à Copenhague, il s'avère aujourd'hui nécessaire de renouveler les objectifs fixés lors du Sommet et de préciser de façon concertée les tâches à entreprendre. Reprendre les trois domaines d'action définis lors du Sommet implique la mise en oeuvre de politiques publiques actives, en ayant à l'esprit que les forces du marché ne suffisent pas à elles seules à expliquer la situation actuelle.

26. Finalement, le Président s'est déclaré ouvert à toute idée ou proposition susceptible de contribuer à la consolidation d'un espace régional conciliant la croissance économique dans un climat d'équité et de développement, et le renforcement de la démocratie, à savoir la configuration d'une citoyenneté pleine conduisant au façonnement de sociétés répondant aux besoins des citoyens plutôt qu'à ceux du marché.

27. L'ancien Président de la République du Chili, M. Patricio Aylwin, a estimé, à propos des progrès accomplis depuis le Sommet de Copenhague, que ceux-ci avaient été assez maigres. Tout en reconnaissant que le combat contre la pauvreté et la marginalité sociale constitue une tâche de longue haleine, la progression était trop lente et les secteurs dirigeants n'étaient pas conscients de la gravité du problème et ne possédaient pas non plus la volonté d'y accorder la plus haute priorité.

28. Il fallait, en deuxième lieu, se concerter pour que la réforme sociale soit dotée du caractère de politique d'État, c'est-à-dire qu'elle ne relève pas d'un gouvernement, d'une alliance ou d'un parti déterminé mais soit au contraire la manifestation d'un consensus national, si bien qu'elle puisse se prolonger dans le temps. Il s'agissait de parvenir, dans le domaine du développement social, à un niveau similaire à celui obtenu sur le plan du développement économique, où il existe un consensus quant à certains critères tels que la nécessité de la croissance économique en tant que condition préalable au développement économique, l'existence d'équilibres macro-économiques en tant que piliers de la croissance, le rôle de l'entreprise privée et l'importance de l'ouverture économique vers le commerce international afin de tirer parti des avantages comparatifs et améliorer la compétitivité dans un monde sans frontières.

29. En troisième lieu, il s'est montré pessimiste quant à la possibilité d'éliminer la pauvreté et de parvenir à la justice sociale tant que continuerait de régner l'adoration du marché actuellement présente pratiquement dans le monde entier. Le marché n'est pas seulement inéquitable, il implique également de graves menaces culturelles en exacerbant le consumérisme et l'individualisme qui, du point de vue économique, conspirent contre la formation de l'épargne et, du point de vue éthique, social et politique, contre la tradition républicaine et la participation accrue de tous les secteurs sociaux au sein des institutions politiques démocratiques. Le thème de la citoyenneté, proposé par la CEPALC, mérite d'être étudié plus en profondeur car il est indispensable au développement social qui implique la participation organisée de la société civile à la solution des problèmes qui la touchent ou l'intéressent.

30. Il s'est finalement manifesté convaincu que, pour réaliser les objectifs fixés au Sommet de Copenhague, il était indispensable de libérer les peuples de cette adoration du marché et de réaffirmer la primauté du bien commun par rapport aux intérêts particuliers des individus en favorisant le développement du tissu social par le biais des organisations auxquelles participe tout un chacun et en revendiquant la fonction de l'État en tant qu'instance chargée de rendre la justice; ce n'est qu'ainsi que la région pourra progresser vers l'instauration de sociétés plus justes et humaines.

31. Le Président du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives a rendu hommage aux personnalités qui ont été à l'origine du Sommet mondial, à savoir l'ex-Président du Chili, M. Patricio Aylwin et M. Juan Somavía, ex-ambassadeur du Chili auprès des Nations Unies qui ont voulu mettre les besoins de l'être humain au centre des préoccupations éthiques et ont fait de ce sommet un exemple de la façon dont il faut aborder les problèmes sociaux.

32. De ce Sommet mondial s'était dégagé pour la première fois un consensus à l'échelon mondial quant au principe selon lequel le développement social doit constituer une composante intrinsèque du développement économique. Cinq ans plus tard, bon nombre de phénomènes qui à l'époque semblaient encore lointains s'étaient matérialisés. Il fallait dès lors imposer une plus grande précision au processus et l'orienter davantage vers l'action. Qui plus est, il était de plus en plus impératif de prendre en compte les répercussions sociales des grandes négociations commerciales et financières menées à l'échelon international, comme l'avait manifesté la société civile à l'occasion de la dernière réunion de l'Organisation mondiale du commerce (Seattle), et celles plus récentes du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.

33. La session extraordinaire de l'Assemblée générale allait permettre de réaffirmer la validité et l'importance croissante de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague, de détecter les progrès accomplis et les écueils rencontrés durant la mise en œuvre des accords et de recommander de nouvelles initiatives. A ce propos, il a mentionné plusieurs thèmes dont l'importance n'a cessé de croître au cours de ces dernières années: l'emploi, la tension existant entre les droits et possibilités et la responsabilité sociale de l'entreprise; le processus de mondialisation facilité par les libéralisations et les privatisations, la minimisation de la réglementation économique et la réduction des dépenses en biens publics et politiques sociales, etc.

34. Quant aux thèmes de fond abordés par le Comité préparatoire, le Président de ce Comité a précisé qu'il s'agissait d'aborder à la fois les aspects actuels des problèmes traditionnels dérivés du rapport entre la sphère économique et la sphère sociale, et ce qui pourrait être défini comme "une nouvelle thématique du développement social", qui inclut les nouveaux programmes et stratégies visant à l'éradication de la pauvreté à l'échelon international, l'élaboration de propositions concrètes en vue de la création d'emplois, les droits du travail, le rôle de la société civile dans la planification et la prestation de services sociaux, ainsi que des recommandations visant à favoriser la participation des pays en développement dans le processus de prise de décision des institutions financières internationales.

35. Bref, l'objectif fondamental de cet examen des résultats du Sommet est de consolider des principes, des politiques et de programmes visant au développement social aux échelons national et international, permettant de combiner les avantages de l'économie de marché et la recherche de solutions concertées pour remédier à ses déficiences, dont souffrent les secteurs les plus désavantagés dans toutes les sociétés.

### **Séance de clôture**

36. En clôturant la réunion, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC a remercié tous les participants des travaux réalisés et les a félicité d'avoir mené un débat ouvert et réaliste. Il a signalé que la Déclaration de Santiago était doublement utile, puisqu'elle serait l'expression d'une présence importante des pays de la région à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale, confirmant le fait que l'Amérique latine et les Caraïbes sont en mesure d'apporter une contribution régionale importante, et qu'elle permettrait également aux pays participants de tirer parti de l'échange de vues enrichissant qui avait eu lieu durant la conférence pour affiner leurs politiques dans l'intérêt de leurs populations. Il a finalement remercié à nouveau les délégués en souhaitant que la CEPALC ait contribué au succès de la réunion et puisse continuer à servir de siège à des réunions ultérieures.

### **D. COMPTE-RENDU DU RAPPORTEUR**

37. A la dernière séance plénière, le délégué du Guatemala a, en sa qualité de rapporteur, présenté un compte-rendu oral dans lequel il a mentionné les principaux éléments qui seraient consignés dans le rapport définitif. Il a d'abord fait référence aux nombreux participants qui avaient assisté à cette réunion, y compris les invités spéciaux qui avaient participé aux panels, pour ensuite décrire le format utilisé pour le déroulement des travaux et passer brièvement en revue les discours prononcés lors des séances d'ouverture et de clôture.

38. Le Rapporteur a ensuite rappelé qu'à la première séance plénière et conformément au point 3 de l'ordre du jour, le Secrétaire exécutif de la CEPALC avait présenté aux gouvernements le document "Le fossé en matière d'équité: deuxième évaluation", dont le but était de dresser un bilan de la situation de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les domaines déterminés lors du Sommet mondial pour le développement social, à savoir l'atténuation de la pauvreté, la création d'emplois productifs et l'intégration sociale, et formuler des propositions d'action en vue de matérialiser les engagements contractés par les gouvernements à cette réunion.

39. La région avait accompli des progrès notables en termes de réduction de la pauvreté, ce qui n'a pas été le cas en matière de répartition des revenus. En ce qui concerne la création d'emplois productifs, le chômage et l'emploi non structuré avaient progressé et le fossé entre les revenus des travailleurs qualifiés et non qualifiés s'était creusé. Finalement, dans le domaine de l'intégration sociale, il existait une certaine tension entre les attentes de consommation et les possibilités d'y accéder, ainsi qu'une persistance de la discrimination ethnique, de la violence et du manque de confiance vis-à-vis de l'administration de la justice.

40. Les principaux enjeux qui se posent actuellement dans la région consistent à consolider les progrès économiques, en particulier moyennant la réduction de l'inflation et le maintien des équilibres budgétaires, l'application d'une politique productive prévoyant le développement des programmes de crédit, la modernisation technologique, la consolidation des rapports entre les entreprises et l'assouplissement de l'emploi, la mise sur pied de systèmes mixtes de prestation des services sociaux avec la participation du secteur privé mais sans renoncer aux responsabilités propres à l'Etat, et la solution des déficiences en termes de qualité et des pertinences des contenus de l'enseignement en adaptant l'offre au marché de l'emploi. En ce qui a trait à la santé, aux pensions de retraite et au logement, il importe d'améliorer l'efficacité, la couverture et la qualité des prestations, de favoriser les synergies entre les réseaux public et privé et de cibler plus finement les programmes.

41. Après avoir résumé la présentation du Secrétaire exécutif, la Rapporteur a parlé de la table ronde sur la gestion macro-économique et son incidence sur la pauvreté à laquelle participèrent MM. Horace Dalley, Ministre du travail et de la sécurité sociale de la Jamaïque; Nicolás Eyzaguirre, Ministre des finances du Chili; Eduardo Lizano, Président de la Banque centrale du Costa Rica et Vito Tanzi, Directeur du Département des finances publiques du Fonds monétaire international.

42. Les participants se sont accordés à reconnaître le rôle fondamental joué par la croissance économique dans l'atténuation de la pauvreté, tout en signalant néanmoins que cette croissance n'est pas, en soi, suffisante et devait être accompagnée de politiques actives favorisant une meilleure répartition du revenu. A cet égard, une macro-économie assainie permettant le contrôle de l'inflation et du déficit budgétaire, grâce à laquelle les pays avaient été en mesure de faire face aux crises financières, constituait également une pierre angulaire dans le combat contre la pauvreté. D'autre part, plusieurs membres du panel ont souligné qu'il était important de faire la distinction entre la pauvreté absolue et la pauvreté relative, sur laquelle une bonne politique macro-économique pouvait avoir une influence notable, alors que la pauvreté absolue exigeait d'autres types de politiques dans lesquelles l'Etat avait un rôle spécifique à jouer, en particulier moyennant la répartition par le biais de la fiscalité, des dépenses et de la régulation du marché.

43. Quant aux panels relatifs aux thèmes de fond du Sommet, le Rapporteur a signalé que le premier avait traité le thème de l'atténuation et la réduction de la pauvreté, avec la participation de MM. Gustavo Gordillo, sous-directeur général, représentant régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Enrique Ganuza, conseiller spécial en pauvreté du Programme des Nations Unies pour le développement, et Alfredo Sarmiento, chef de l'Unité de développement social du Département national de planification (Colombie).

44. A l'occasion de ce panel, les participants se sont penchés sur les mutations subies par le milieu urbain et rural ayant une incidence sur la pauvreté, et ont reconnu la grande sensibilité que présentait cette dernière aux changements en matière de politique économique. Ils ont en outre souligné qu'il importait de mener des activités créatrices d'emplois non agricoles, améliorer la position des actifs des pauvres et considérer les femmes rurales et les groupes autochtones en tant que populations cibles des stratégies d'éradication de la pauvreté.

45. Ils ont souligné, d'autre part, que les stratégies de protection sociale devaient intégrer le concept de risque face au caractère volatil des économies et l'apparition de crises financières, afin que l'éradication de la pauvreté fasse partie des objectifs des politiques macroéconomiques. Il est souhaitable, dans ce sens, que les réseaux de protection sociale soient des instruments capables de prévoir les risques et d'identifier les groupes les plus vulnérables.

46. Les interventions des membres du panel ont été suivies d'un débat au cours duquel les délégués se sont accordés à reconnaître l'importance du caractère intégral des programmes sociaux et l'impérieuse nécessité d'introduire le concept de développement social au sein des politiques économiques. D'autre part, il a été suggéré d'étudier la possibilité de réviser la méthodologie de mesure de la pauvreté.

47. Le deuxième panel, consacré au thème de l'emploi productif, a été constitué par MM. Albert Berry, Directeur du Programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Université de Toronto; Roberto Frenkel, du Centre d'études de l'État et de la société (Argentine); Paulo Paiva, Vice-Président de la Banque interaméricaine de développement, et Víctor Tokman, Directeur régional de l'Organisation internationale du travail.

48. Les participants à ce panel ont souligné, parmi les mérites du Sommet de Copenhague, le fait d'avoir fait ressortir deux dimensions étroitement liées, à savoir la dimension mondiale des problèmes sociaux et leur forte interdépendance avec les problèmes économiques. Ils ont mis en relief les déficiences enregistrées dans la région en matière d'emploi, la plupart des emplois se situant dans le secteur non structuré. D'autre part, ils ont reconnu la nécessité de centrer l'action aussi bien sur l'offre que sur la demande de main-d'œuvre. Au niveau de l'offre, ils ont mis l'accent sur l'importance de la formation du capital humain, d'une éducation accrue et de l'accès aux nouvelles technologies. Dans le cas de la demande, ils ont souligné la nécessité d'agir sur l'abaissement des coûts de production et l'accroissement de la productivité. Il a également été fait mention du rôle important de la législation du travail en tant que garantie de protection des droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte d'économies compétitives. Finalement, les participants ont souligné le rôle stratégique des petites et moyennes entreprises en matière de création d'emplois, raison pour laquelle il est impératif d'en accroître la productivité et capacité technologique.

49. Le troisième panel consacré à l'intégration sociale a été constitué par Mmes Alejandra Krauss, Ministre de la planification et de la coopération (Chili); Lourdes Arizpe, du Centre régional de recherche (Mexique), et Mary Clarke, de l'Institut de planification (Jamaïque), ainsi que M. Antonio Navarro, Membre de la Chambre des représentants (Colombie).

50. Les membres du panel ont reconnu que l'intégration sociale était l'une des sphères thématiques les plus lacunaires du Sommet pour le développement social. En effet, aux déficits en matière de réduction de la pauvreté, de répartition du revenu, de chômage, d'insécurité, de délinquance, de corruption et de discrimination territoriale et ethnique, viennent se greffer le manque d'intérêt civique et le degré élevé de mécontentement et de méfiance à l'égard des systèmes politiques. Les membres du panel ont en outre souligné qu'il était impératif de mettre sur pied des mécanismes susceptibles de favoriser la participation civique, notamment en ce qui concerne l'obligation de justification des comptes de la part des autorités et le contrôle plus strict de leur gestion de la part de la société. Ils ont également mis l'accent sur l'importance de la "capacité de convivialité", conçue comme la capacité des individus de vivre ensemble et d'établir des échanges dans un contexte de confiance et de réciprocité.

51. Le Rapporteur a ajouté que, conformément au point 4 de l'ordre du jour adopté par la Conférence, les délégations ont eu l'occasion, durant les séances plénières, de présenter les rapports nationaux sur le degré d'accomplissement des accords issus du Sommet social de Copenhague. Plusieurs délégations sont intervenues en ce sens: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Equateur, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Venezuela. Les représentants du Système d'intégration de l'Amérique centrale et de deux organisations non gouvernementales, le Conseil international de bien-être social et Consumers International, ont également pris la parole.

#### **E. ADOPTION DES ACCORDS DE LA CONFERENCE**

52. Lors de la dernière séance plénière, tenue le 17 mai 2000, la deuxième Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social a adopté la Déclaration de Santiago dont le texte figure ci-après.

## DÉCLARATION DE SANTIAGO

1. Dans le Programme d'action adopté à l'issue du Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague du 6 au 13 mars 1995, il est signalé que "les commissions régionales, agissant en coopération avec les banques et les organisations intergouvernementales de leurs régions, devraient organiser tous les deux ans une réunion où les États représentés à un haut niveau feraient le point de la suite donnée au Sommet, confronteraient leurs expériences et adopteraient les mesures qui conviennent". D'autre part, dans le Consensus de São Paulo, adopté lors de la première Conférence sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social, effectuée à São Paulo du 6 au 9 avril 1997, il est indiqué que "les États membres de la CEPALC demandent au Secrétariat de la Commission d'organiser, dans deux ans, une nouvelle réunion où seraient analysés les progrès accomplis et les obstacles rencontrés en matière de développement social dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes".
2. A la lumière de ces deux mandats et répondant à une convocation du Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les représentants des États membres de la CEPALC se sont réunis à Santiago du Chili, du 15 au 17 mai 2000, afin de dresser le bilan des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des engagements contractés à Copenhague et, dans le même temps, de préparer leur participation à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives qui se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève, du 26 au 30 juin 2000.
3. Dans le cadre de l'étude des progrès accomplis dans la matérialisation des accords souscrits à Copenhague, les États membres de la CEPALC ont évalué le degré d'avancement de la mise en oeuvre des engagements contractés lors du Sommet, en particulier dans les domaines prévus dans l'ordre du jour, à savoir, l'élimination de la pauvreté, l'objectif du plein emploi et la promotion de l'intégration sociale.
4. Les rapports présentés par les gouvernements sur l'application de ces accords illustrent le fait que le Sommet a contribué à la consolidation de nombreuses politiques sociales amorcées dans les pays de la région au cours des cinq dernières années. Ils ont également suscité un échange de vues particulièrement enrichissant qui permettra d'aiguiller plus efficacement la mise en oeuvre future de politiques visant à matérialiser les accords issus de ce Sommet.
5. Il faut souligner que les gouvernements et les sociétés civiles de la région ont consenti, tout au long de la dernière décennie, un effort important pour palier les carences existant en matière sociale, comme en témoigne l'accroissement en termes réels de l'investissement public social observé dans la plupart des pays, notamment dans les domaines de l'éducation et de la sécurité sociale, accroissement qui a souvent été accompagné d'une série de réformes en matière sociale. Cependant, ces progrès ont souvent été accomplis au prix d'un endettement à long terme accru des pays de la région.
6. La décennie 1990 a également été le scénario d'une revitalisation des mécanismes sous-régionaux de consultation et de coopération tels que le Système d'intégration de l'Amérique centrale, la Banque centraméricaine d'intégration économique, le Pacte andin, le Mercosur, la Caricom, qui s'est traduite par une consolidation de l'intégration entre les pays.
7. L'accent a également été mis sur la réalisation de réformes de l'enseignement qui visent à corriger les déficiences des systèmes éducationnels existant dans la région en termes de qualité, d'équité dans



l'accès aux différents cycles de l'enseignement et de pertinence des contenus, à remédier à la détérioration de la profession d'enseignant, à améliorer la qualité de l'offre de services éducationnels et à les rapprocher progressivement des exigences du marché de l'emploi.

8. En matière de systèmes de santé, l'objectif des programmes de réforme consiste à améliorer l'équité tant sur le plan des bénéfices accordés que de l'efficacité et de la qualité des services prêtés; à favoriser les gains de productivité dans ce secteur moyennant des réformes au niveau de la gestion; à promouvoir les synergies entre les systèmes de santé publics et privés; à contrôler l'escalade des coûts et à réglementer la médecine privée. Il existe également certaines convergences notamment en ce qui concerne la promotion de campagnes d'hygiène, le renforcement des soins de santé primaires, l'intensification de la décentralisation des services et des systèmes de santé locaux, et la recherche d'une solution au problème de l'inégalité de l'accès aux soins de santé moyennant l'octroi de prestations de base universelles ou des interventions ciblées.

9. En ce qui concerne les régimes de retraite, l'enjeu, pour le processus de réforme en cours dans la région, consiste à élargir la couverture, à accroître les bénéfices moyennant une gestion plus efficace des ressources et à mettre sur pied un mécanisme de solidarité à l'intention de ceux qui ne sont pas en mesure d'économiser pour leurs vieux jours. De ce point de vue, les réformes actuelles tendent à favoriser une administration plus efficace des fonds des programmes sans compromettre les équilibres macro-économiques, à diversifier les risques, moyennant une rationalisation de la gestion financière en fonction de l'éventualité de certains événements et, finalement, à faire une plus large part au secteur privé dans l'administration des ressources et la prestation des services. Ces réformes ne sont cependant pas parvenues à mettre sur pied des mécanismes de solidarité adéquats pour ceux qui restent en marge du système, en particulier le secteur non structuré en constante évolution.

10. Dans les années 1990, le niveau des dépenses publiques en matière de logement a suivi une courbe ascendante. De même, les gouvernements se sont efforcés, pour tenter de résoudre le problème du déficit d'habitations, de mobiliser les ressources provenant du secteur privé et, d'autre part, de perfectionner les programmes de façon à les rendre plus efficaces et assurer un meilleur ciblage des ressources disponibles.

11. D'une manière générale, toutes ces réformes font preuve d'un souci évident pour optimiser l'efficacité des dépenses publiques par le biais d'instruments permettant la sélection des bénéficiaires, de subsides à la demande, de décentralisation de la gestion publique, ainsi que moyennant l'introduction de mécanismes de concurrence et de réglementation, de séparation et de délimitation des différentes fonctions (financement, gestion, fourniture, contrôle) de l'administration publique et la participation d'opérateurs privés à la gestion administrative et à la prestation des services, afin de favoriser une évolution positive en termes de couverture, de qualité et d'intégralité des prestations sociales.

12. En dépit de la progression observée dans ces processus de réforme, les lacunes en matière d'équité restent néanmoins très graves. Cette situation compromet la pérennité du processus de développement ainsi que la consolidation de l'intégration sociale. De même, il s'avère impératif de continuer à perfectionner les consensus internes au sein des pays de la région afin de générer un scénario plus propice à la réalisation des engagements contractés lors du Sommet.

13. Le bilan des transformations enregistrées dans la région au cours de la dernière décennie reste très mitigé. Des progrès importants ont été accomplis en ce qui concerne la résorption des déséquilibres budgétaires, le combat contre l'inflation, l'essor des exportations, la revitalisation des mécanismes



d'intégration régionale et la mise en marche de nouveaux processus, la relance de la croissance économique et l'entrée de courants substantiels d'investissement étranger direct. Cependant, le taux de croissance pour la période 1990-1999 a été de 3,2 p.100 pour l'ensemble de la région, niveau insuffisant pour combler de façon raisonnable les retards technologiques et sociaux. Les taux d'épargne et d'investissement restent faibles, le marché de l'emploi manque de vitalité et l'hétérogénéité structurelle qui caractérise les systèmes productifs de la région persiste. Les économies continuent d'évoluer dans un contexte de profonde vulnérabilité extérieure et leurs systèmes financiers demeurent fragiles, comme l'ont fait apparaître les différentes crises internationales qui ont profondément touché les économies de la région et, partant, le tissu social.

14. Dans bon nombre de pays de la région, le service de la dette extérieure continue d'absorber un pourcentage substantiel du budget public. Cet état de choses complique l'acheminement des ressources que les gouvernements doivent, dans un contexte de réduction du rôle de l'État, consacrer au développement social et, en particulier, au combat contre la pauvreté, à la création d'emplois productifs et à la consolidation de l'intégration sociale.

15. Durant la décennie 1990 et dans un contexte de profondes disparités entre les pays, l'incidence de la pauvreté à l'échelon régional a fléchi de 41 à 36 p.100, diminution qui n'a pas réussi à compenser l'augmentation enregistrée dans les années 80 (de 35 à 41 p.100). C'est pourquoi le nombre absolu de pauvres dans la région a atteint les 224 millions. Il existe néanmoins un certain nombre de facteurs déterminants dans l'atténuation de la pauvreté, en particulier l'ampleur de la croissance économique, son caractère durable et le fléchissement de l'inflation; ainsi que le souci constant pour accroître les dépenses sociales, parvenir à un ciblage plus fin des programmes de combat contre la pauvreté et assurer l'efficacité des programmes à couverture universelle.

16. Le bilan de cette décennie fait ressortir le fait que la croissance économique est une condition certes nécessaire à l'atténuation de la pauvreté, mais qu'elle reste néanmoins insuffisante. Ce n'est que lorsque cette croissance intègre les secteurs où se produit le plus grand nombre d'emplois productifs et assure un accès universel aux services sociaux de base qu'elle est susceptible de se traduire par une réduction de la pauvreté. A cet égard, il faut avoir présent à l'esprit que l'objectif de croissance doit être au coeur de toute politique sociale. La politique budgétaire se transforme ainsi en un instrument précieux pour générer et redéployer les ressources nécessaires à un développement humain intégral.

17. Dans le cas particulier des femmes, et à moins que ne soient adoptées des mesures spéciales visant à promouvoir et à consolider l'égalité des chances, la croissance économique et l'atténuation de la pauvreté n'entraîneront pas d'amélioration substantielle de leur situation et de celle de leur foyer, en particulier lorsqu'il s'agit de femmes chefs de famille, à faible niveau d'éducation et devant assumer de lourdes responsabilités familiales. L'inégalité entre les sexes dans les domaines économique et social, ainsi qu'en termes de pouvoir politique, reste un facteur déterminant dans la plus grande vulnérabilité relative des femmes pauvres. Bien que les gouvernements aient commencé à adopter des mesures concrètes pour enrayer ce phénomène, la grande majorité des projets de création d'emplois restent orientés vers la main-d'oeuvre masculine et ignorent les femmes qui sont principalement la cible de projets d'assistance sociale.

18. La décennie passée s'est caractérisée, à l'exception de quelques pays, par une tendance à l'accroissement du chômage visible et à une concentration de la création d'emplois dans le secteur non structuré. C'est pourquoi, dans plusieurs pays, le niveau des salaires reste inférieur à celui de 1980 et l'écart entre les revenus au sein de la structure de l'emploi s'est creusé dans la grande majorité des pays.

D'autre part, à quelques exceptions près, la tendance à la récupération des salaires réels s'est interrompue; ceux-ci restent inférieurs au niveau de 1980 et les différences salariales entre hommes et femmes persistent.

19. Les petites et moyennes entreprises (PME) concentrent, dans la région, près de 85 p.100 de l'emploi à l'échelon régional et représentent la grande majorité des unités de production. Les progrès en matière de compétitivité systémique et les relations sociales associées à la qualité de l'emploi et la génération de revenus du travail satisfaisants —et, partant, la qualité du développement—, sont essentiellement tributaires de la solidité et de l'efficacité des politiques favorisant la modernisation productive des PME. Pratiquement tous les pays de la région appliquent, à des degrés divers, des stratégies visant à épauler ces entreprises mais ces efforts restent néanmoins très insuffisants en termes d'efficacité et de couverture. Malgré d'importants progrès, l'évaluation de ces politiques met également en évidence certains problèmes au niveau de la conception des instruments, l'octroi d'incitations et de la mise en pratique.

20. Le fléchissement modéré de la pauvreté au cours de la décennie 1990, ainsi que les déficiences en matière de répartition ont coïncidé avec un essor impressionnant en termes d'accès aux communications qui a favorisé l'homogénéisation des attentes de consommation. Ce phénomène, sur lequel viennent se greffer la discrimination ethnique, la ségrégation en fonction du lieu de résidence et la montée de la violence urbaine, constitue un facteur de risque en termes d'intégration sociale.

21. La consolidation de la gouvernabilité démocratique passe, là où il y a lieu, par l'intensification des processus de réforme des appareils judiciaires afin de restaurer la confiance des citoyens dans leurs systèmes de justice. Il est également impératif de poursuivre les efforts de construction de systèmes politiques pluriels et participatifs, capables de gérer les différences et de forger des accords nationaux quant aux principales orientations du développement. De tels accords seraient facilités par l'introduction croissante de mécanismes constituant un réseau de protection sociale qui permettrait de mitiger le coût de la transition économique actuelle et de pressentir les problèmes de reconversion professionnelle et productive qui pourraient toucher de vastes secteurs de la population.

22. Le bilan de la décennie passée met en évidence les rapport existant entre les différents types de vulnérabilité sur le plan social, économique et de l'environnement, comme en témoignent les cas de l'Amérique centrale et du Venezuela avec plus d'un million de personnes déplacées.

A la lumière de ce qui précède, les États membres de la CEPALC décident de:

1. Renouveler leur engagement d'adopter les mesures propres à la matérialisation des objectifs établis dans la Déclaration de Copenhague et dans le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, ainsi que redoubler d'efforts pour mettre en oeuvre les accords souscrits dans le Consensus de São Paulo. Dans ce contexte, ils s'engagent plus particulièrement à:

i) Renforcer les programmes et les investissements publics et privés visant à atténuer la pauvreté, tout en assurant une complémentarité et une articulation adéquates entre ces derniers, dans le cadre d'un engagement d'ordre éthique, social et économique, de façon à réduire de moitié les niveaux actuels de pauvreté dans un délai de quinze ans. Un tel effort exigera la mobilisation d'investissements en capital humain et protection sociale prévoyant une couverture de plus en plus universelle, moyennant des dépenses sociales plus rationnelles, transparentes et effectives, des systèmes plus efficaces et à caractère

plus intégral, ainsi que des mécanismes explicites de solidarité et d'équité. De même, il faudra mettre au point des programmes spéciaux visant à l'atténuation de la pauvreté dans certains groupes spécifiques afin de remédier aux déficiences structurelles et de mettre sur pied des réseaux de protection permettant de faire face à des situations de crise ou d'appuyer certains groupes se trouvant dans des conditions critiques.

ii) Favoriser et privilégier les mesures de type juridique, institutionnel, politique et financier propres à garantir l'universalisation de l'enseignement fondamental dans les plus brefs délais, ainsi qu'une plus grande homogénéité en termes de qualité, afin de contribuer à l'éradication de la pauvreté, à la consolidation de la vie démocratique, à une meilleure insertion au marché de l'emploi, à l'accroissement de la productivité et à l'amélioration des conditions de vie familiale. En fonction des différentes possibilités des pays de la région, des progrès seront accomplis pour parvenir de façon graduelle à une éducation fondamentale qui comprenne le cycle complet de l'enseignement secondaire.

iii) Mettre au point et appliquer des politiques économiques et sociales intégrées propices à la création d'emplois de bonne qualité jouissant d'une protection sociale, en tant qu'élément décisif pour réduire les niveaux de pauvreté et de vulnérabilité et favoriser l'intégration sociale. Une attention particulière sera accordée à la réalisation de programmes et de réseaux institutionnels propres à épauler les petites et moyennes entreprises, ainsi que les micro-entreprises étant donné la part qu'elles prennent à la création d'emplois. Réaffirmer que l'une des contraintes économiques qui freine le développement social en Amérique latine et la création d'emplois est le maintien de barrières commerciales dans les pays développés, et qu'il est impératif que ce point soit consigné dans les rapports de suivi du Sommet mondial pour le développement social.

iv) Encourager et consolider la mise sur pied de programmes et de mécanismes de grande envergure favorisant le développement de l'action des citoyens et la plénitude de l'intégration sociale afin que chacun puisse être à la fois agent, partie et bénéficiaire dans le processus de développement. Ces programmes et mécanismes devront comprendre des mesures visant à l'éradication de la pauvreté, à la promotion de la participation sociale aux décisions publiques, à l'accès à l'éducation et à l'information, à l'atténuation de la violence et à la solution pacifique des différends.

v) Privilégier les mécanismes institutionnels et de réglementation susceptibles de stimuler et de promouvoir les engagements antérieurs.

vi) Encourager la mise sur pied de mécanismes de solidarité entre les pays les plus avancés et les organismes multilatéraux de la région, et les pays plus profondément touchés par la problématique sociale et la pauvreté, selon deux grands axes: a) la prestation d'une assistance financière et/ou technique accrue en fonction des possibilités de chaque pays ou organisme région ciblée sur le combat contre la pauvreté; b) la mise en place de mécanismes de préférences tarifaires favorisant lesdits pays, en particulier pour les produits à forte intensité de main-d'oeuvre ou provenant de groupes marginalisés pour des raisons liées au sexe, ethniques ou autres. Il est également convenu de demander au Sommet de Genève, en tant que proposition régionale, que ces mécanismes soient appliqués à l'échelon planétaire.

vii) Contribuer au renforcement d'un système financier international stable et prévisible qui réponde aux priorités du développement social. Il est particulièrement important, à cet égard, d'être en mesure de prévenir et de détecter de façon précoce les crises financières internationales et de prévoir, dans la réponse apportée à celles-ci, des mesures adéquates de protection sociale.

viii) Veiller à ce qu'il soit tenu compte de façon permanente, dans la mise en oeuvre de la politique de développement social, des accords souscrits lors des conférences mondiales des Nations Unies sur le enfants, l'environnement et le développement, la population et le développement, les droits de l'homme, les femmes, les établissements humains, l'alimentation et les soins primaires de santé; veiller en outre à éviter toute mesure unilatérale non conforme au droit international et à la Charte des Nations Unies visant à entraver les relations économiques, commerciales et culturelles entre les États;

ix) Recommander que les institutions financières internationales et la banque privée internationale redéfinissent leurs politiques d'apport de fonds afin d'éviter que les conditions de remboursement n'engendrent des effets récessifs au sein des pays de la région encore fragiles sur le plan économique et de l'intégration sociale.

x) Renforcer la capacité institutionnelle de l'État et des autorités dans le domaine social et assurer une affectation adéquate des ressources en veillant à ce que la croissance soit équitable et que le développement économique permette une progression suffisante en matière sociale, de façon à ce que le développement social constitue une priorité de l'État.

xi) Favoriser la complémentarité entre les programmes de combat contre la pauvreté et de gestion de l'environnement et mobiliser la coopération internationale en vue de mettre au point des programmes d'atténuation de la vulnérabilité sociale face aux catastrophes écologiques et aux situations de crise économique et sociale grave; contribuer, dans ce contexte à la mise au point d'une stratégie intégrale de la coopération internationale face aux catastrophes naturelles allant de la prévention et l'alerte précoce à la mitigation, à la reconstruction et au développement.

xii) Consolider les mécanismes sous-régionaux favorisant le développement et l'intégration sociale dans le cadre des accords multinationaux d'intégration sociale, économique, culturelle et politique, et recommander que ces processus reçoivent l'appui de la coopération financière internationale.

2. Signaler que la "Déclaration de Santiago" constitue la contribution de la région à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives qui sera tenue à Genève du 26 au 30 juin 2000.

3. Demander au Secrétariat de la Commission de faire parvenir, dès qu'il sera rédigé, le rapport de la "Deuxième Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social" au Secrétaire général, afin qu'il en soit dûment compte au cours de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale.

## Annexe 1

**LISTE DES PARTICIPANTS****A. Estados miembros de la Comisión  
Member States of the Commission  
Etats membres de la Commission****ARGENTINA**Representante/Representative:

- Eduardo Bustelo, Secretario de Estado de Políticas Sociales del Ministerio de Desarrollo Social y Medio Ambiente

Miembros de la delegación/Delegation members:

- María Fernanda Silva, Primer Secretario de la Embajada de Argentina en Chile
- Alejandro Torres Lépori, Diplomático, Dirección de Organismos Internacionales, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto

**BAHAMAS**Representante/Representative:

- Mavis Darling Hill, Deputy Director, Departament of Social Services

**BOLIVIA**Representante/Representative:

- Gustavo Fernández, Cónsul General de Bolivia en Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Javier Jiménez, Cónsul Adjunto de Bolivia en Chile

**BRASIL/BRAZIL**Representante/Representative:

- Joao Augusto de Medicis, Embajador de Brasil en Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Antonio Luis Espínola Salgado, Consejero, Embajada de Brasil en Chile
- Pedro Miguel de Costa e Silva, Segundo Secretario, Sector Económico, Embajada de Brasil en Chile
- Rodrigo de Oliveira Godinho, Secretario, Embajada de Brasil en Chile
- Regiane Mara Goncalves de Melo, Diplomática, Embajada de Brasil en Chile

**CHILE**Representante/Representative:

- Alejandra Krauss, Ministra, Ministerio de Planificación y Cooperación

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Patricio Aylwin, Ex-Presidente de Chile
- Nicolás Eyzaguirre, Ministro de Hacienda
- Humberto Vega, Subsecretario de MIDEPLAN
- Verónica Silva, Jefa, división Social, MIDEPLAN
- Reinaldo Ruiz, Jefe Unidad de Planificación y Estrategia, MIDEPLAN
- Arturo Orellana, Asesor de la Ministra de Planificación
- Loreto Ditzel, Jefe de Gabinete de la Ministra de Planificación y Cooperación
- Juan Luis Bianchi, Primer Secretario, Departamento de Naciones Unidas, Ministerio de Relaciones Exteriores

**COLOMBIA**Representante/Representative:

- Mauricio Perfetti, Consejero Presidencial para la Política Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Gonzalo Jiménez, Subdirector de Organismos Económicos Internacionales de la Cancillería
- Antonio González, Oficial de Enlace con CEPAL, Embajada de Colombia en Chile
- Luis Alberto Pardo Beltrán, Primer Secretario, Embajada de Colombia en Chile

**COSTA RICA**Representante/Representative:

- Ximena Soler Legarreta, Embajadora de Costa Rica en Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Wagner Obando, Embajada de Costa Rica en Chile

**CUBA**Representante/Representative:

- Carlos García Trápaga, Encargado de Negocios de Cuba en Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Pedro Zambrano Moreno, Consejero, Embajada de Cuba en Chile
- Tania Montesinos, Dirección de Asuntos Multilaterales del Ministerio de Relaciones Exteriores

**ECUADOR**Representante/Representative:

- Raúl Patiño Aroca, Ministro de Bienestar Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Marcelo Jaramillo, Coordinador del Frente Social
- Isabel Albornoz, Encargada de Negocios de la Embajada del Ecuador en Chile

## **EL SALVADOR**

### Representante/Representative:

- Horacio Trujillo, Encargado Nacional de Cooperación Internacional del Ministerio de Educación

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Mario José Avila, Embajada de El Salvador en Chile

## **ESPAÑA/SPAIN**

### Representante/Representative:

- Gerardo Zaldívar, Ministro Consejero, Embajada de España en Chile

## **ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA/UNITED STATES OF AMERICA**

### Representante/Representative:

- Christopher Mc Elvein, Agregado Económico, Embajada de los Estados Unidos en Chile

## **GUATEMALA**

### Representante/Representative:

- René Armando de León Escibano, Secretario de Planificación, Secretaría de Planificación y Programación de la Presidencia

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Erick Ovalle Martínez, Embajador de Guatemala en Chile
- Carlos Ramiro Santiago, Ministro Consejero, Embajada de Guatemala en Chile

## **HAITÍ/HAITI**

### Representante/Representative:

- Guy Pierre André, Embajador de la República de Haití en Chile

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Raymond Petuel, Ministre Conseiller, Ambassade d'Haïti

## **HONDURAS**

### Representante/Representative:

- Eduardo Kawas, Embajador de Honduras en Chile

## **JAMAICA**

### Representante/Representative:

- Horace W. Dalley, M.P., Minister of State for Labour and Social Security

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Mary Clarke, Unit Manager, Social Planning, Social and Manpower Planning Division, Planning Institute of Jamaica

**MÉXICO/MEXICO**Representante/Representative:

- Otto Granados Roldán, Embajador de México en Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Fernando Medina Hernández, Coordinador de Asesores del Secretario de Desarrollo Social de México
- Francisco José Valdés Roa, Agregado Económico, Embajada de México en Chile
- Mauricio Escanero, Ministro, Misión de México ante las Naciones Unidas

**NICARAGUA**Representante/Representative:

- César Solís Segura, Director de Políticas Sociales, Secretaría de Acción Social

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Silvio Avilez, Embajador de Nicaragua en Chile
- Alejandro Arauz, Asesor Económico del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio
- María Josefina Lagos de Cardenal, Ministro Consejero de Embajada de Nicaragua en Chile

**PAÍSES BAJOS/NETHERLANDS**Representante/Representative:

- Menno Lenstra, First Secretary of the Royal Netherlands Embassy in Chile

**PANAMÁ/PANAMA**Representante/Representative:

- Alejandro Young, Embajador de Panamá en Chile

**PARAGUAY**Representante/Representative:

- Aurelio Varela, Ministro–Secretario Ejecutivo, Secretaría de Acción Social de la Presidencia de la República

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Luis González Arias, Embajador de Paraguay en Chile
- Diosnel Mieres, Director de Políticas Sociales, Secretaría de Acción Social de la Presidencia de la República
- Carlos Scavone, Ministro, Embajada del Paraguay en Chile



## **PERÚ/PERU**

### Representante/Representative:

- César de las Casas, Consejero, Jefe del Departamento Económico de la Embajada del Perú en Chile

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- José Eyzaguirre, Consejero Económico, Embajada del Perú en Chile
- José Eduardo González, Primer Secretario, Ministerio de Relaciones Exteriores, Encargado del Depto. De la Mujer – Pobreza

## **PORTUGAL**

### Representante/Representative:

- Rui Félix Alves, Embajador de Portugal en Chile

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Paulo Ferreira Chaves, Consejero, Embajada de Portugal en Chile

## **REINO UNIDO/UNITED KINGDOM**

### Representante/Representative:

- Paul Whiteway, Ministro Consejero, Embajada del Reino Unido en Chile

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Isabelle Hachette, Political Researcher

## **REPÚBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC**

### Representante/Representative:

- Víctor Núñez Santana, Encargado de Negocios

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Elvia Margarita Pérez Núñez, Consejera, Embajada de República Dominicana en Chile

## **URUGUAY**

### Representante/Representative:

- Alejandro Lorenzo y Losada, Embajador de Uruguay en Chile

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Carlos Irigaray, Ministro, Embajada de Uruguay en Chile

## **VENEZUELA**

### Representante/Representative:

- William Fariñas, Vice-Ministro de Desarrollo Social

Miembros de la delegación:

- Delma Miralles, Ministro Consejero, Encargada de Negocios a.i. Embajada de Venezuela en Chile
- Elizabeth Ladera, Dirección de Políticas y Planes, Vice-Ministerio de Desarrollo Social
- Chafica Fina Jurdi, Segundo Secretario, Embajada de Venezuela en Chile
- Gerardo Delgado, Segundo Secretario, Embajada de Venezuela en Chile
- Gilberto Jaimes, Agregado Comercial, Embajada de Venezuela en Chile

**B. Estados miembros de las Naciones Unidas que no lo son de la Comisión y participan con carácter consultivo**

**Member States of the United Nations not members of the Commission and participating in a consultative capacity**

**Etats membres des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission et y participant à titre consultatif**

**ALEMANIA/GERMANY**Representante/Representative:

- Juergen Eckl, Primer Secretario, Asuntos Laborales y Sociales, Embajada de Alemania en Chile

**FEDERACIÓN DE RUSIA/RUSSIAN FEDERATION**Representante/Representative:

- Alexei Kvasov, Embajador de la Federación Rusa en Chile

**FILIPINAS/PHILIPPINES**Representante/Representative:

- María Consuelo Puyat-Reyes, Embajadora de Filipinas en Chile

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Marciano de Borja, Cónsul y Segundo Secretario, Embajada de Filipinas en Chile

**TAILANDIA/THAILAND**Representante/Representative:

- Yuthika Tansanguan, Ministra Consejera, Embajada de Tailandia en Chile

**C. Estados que no son miembros de las Naciones Unidas y que participan con carácter consultivo**

**States not members of the United Nations and participating in a consultative capacity**

**Etats non membres des Nations Unies et participant à titre consultatif**

**SANTA SEDE/HOLY SEE**Representante/Representative:

- Pedro Morandé Court, Decano de la Facultad de Ciencias Sociales de la Pontificia Universidad Católica de Chile

## **SUIZA/SWITZERLAND**

### Representante/Representative:

- Jean Jacques Joris, Encargado de Negocios a.i., Embajada de Suiza en Chile

### **D. Organismos de las Naciones Unidas United Nations bodies Organisations rattachées à l'Organisation des Nations Unies**

Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Comercio y el Desarrollo UNCTAD)/United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)/Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

- Ana María Alvarez, Economic Affairs Officer

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)/United Nations Development Programme (UNDP)/Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

- Elena Martínez, Directora Regional para América Latina y el Caribe

Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente (PNUMA)/United Nations Environment Programme (UNEP)/Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

- Ricardo Sánchez, Director y Representante Regional, Oficina Regional para América Latina y el Caribe

Programa Mundial de Alimentos (PMA)/World Food Programme (WFP)/Programme alimentaire mondial (PAM)

- Lucía Echeopar, Asesora Principal de Programas

Programa Conjunto de las Naciones Unidas sobre el VIH/SIDA/Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS)/Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

- Pedro Chequer, Inter Country Programme Advisor Southern Cone

**E. Organismos especializados**  
**Specialized Agencies**  
**Institutions spécialisées**

Organización Internacional del Trabajo (OIT)/International Labour Organization (ILO)/Organisation internationale du travail (OIT)

- Víctor Tokman, Director Regional

Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO)/Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

- Gustavo Gordillo de Anda, Assistant Director-General and Regional Representative, Regional Office for Latin America and the Caribbean

Organización Mundial de la Salud (OMS)/World Health Organization (WHO)/ Organisation mondiale de la santé (OMS)

- Juan Antonio Casas, Director de la División de Salud y Desarrollo Humano, Oficina Sanitaria Panamericana
- Ana Cristina Nogueira, Representante OPS/OMS en Chile

Organización de Aviación Civil Internacional (OACI)/International Civil Aviation Organization (ICAO)/Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

- José Miguel Ceppi, Subdirector Regional OACI

**F. Otras organizaciones intergubernamentales**  
**Other Intergovernmental Organizations**  
**Autres organisations intergouvernementales**

Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)/Central American Bank for Economic Integration (CABEI)/Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)

- Héctor David Paz Lázaro, Funcionario Internacional, Departamento de Planificación

Banco Interamericano de Desarrollo (IDB)/Inter-American Development Bank (IDB)/Banque interaméricaine de développement (IDB)

- Julio Angel, Representante del Banco en Chile

Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)/Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture/Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

- José Nagel Amaro, Representante del IICA en Chile

Organización Internacional para las Migraciones (OIM)/International Organization for Migration (IOM)/Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- Oscar Saravia, Representante, OIM Santiago, Chile

Organización Latinoamericana de Energía (OLADE)

- Francisco Figueroa, Consultor de Largo Plazo, Proyecto Energía y Desarrollo Sustentable OLADE/CEPAL/GTZ

Parlamento Latinoamericano

- Jorge Vargas Contreras

Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)/System of the Central American Integration/Système d'intégration de l'Amérique centrale

- Hugo Rafael Morgado, Secretario de Integración Social

**G. Organizaciones no gubernamentales reconocidas como entidades consultivas por el Consejo Económico y Social**

**Non-Governmental Organizations recognized by the Economic and Social Council as having consultative status**

**Organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social reconnaît le statut consultatif**

Consejo Internacional de Bienestar Social (CIBS)/International Council for Social Welfare (ICSW)

- Stephen King, Executive Director
- Maria da Penha Silva Franco, Presidente, Consejo Internacional de Bienestar Social para América Latina y el Caribe
- Jack Antelo, Board Member
- Lilian Ross, Presidente, Comité Chileno
- Magdalena Miralles, Tesorera, Comité Chileno
- Edwin Pérez, Comité de Guatemala

Consumers International

- Stefan Larenas, Director Subrogante
- Gabriel Sanhueza
- Francisco Estevez
- Antonio Elizalde
- Raúl González
- Ana María Gómez
- Ronald Wilson, Development Officer
- Juan Eduardo Yáñez

Servicio de Información y Comunicación de las Mujeres (ISIS)

- Ximena Charnes, Coordinadora de ISIS Internacional  
Unión Internacional del Notariado Latino
- Elena Torres, Delegada

Visión Mundial Internacional/World Vision

- Mariela Chavarriga, Facilitadora de Programas
- Patricio Díaz, Coordinador de Planificación y Evaluación

Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO)

- Alberto Cimadamore, Asesor Institucional

Council of Voluntary Social Services (Jamaica)

- Winsome Wilkins, Chief, Executive Officer

**H. Otras Organizaciones no gubernamentales  
Other non-Governmental Organizations  
Autres organisations non gouvernementales**

Control Ciudadano-Chile/Social Watch-Chile

- Ana María Arteaga

Fundación Educacional y Cultural San Pablo

- María Eugenia Pino, Directora de Desarrollo
- Lorena Antezana, Coordinadora Proyecto
- Claudia Ballesteros, Coordinadora Proyecto

**I. Panelistas**

Lourdes Arizpe, Centro Regional de Investigaciones de México

Patricio Aylwin, ex Presidente de Chile

Albert Berry, Director, Programme Latin America and the Caribbean, University of Toronto

Mary Clarke, Unit Manager, Social Planning, Social and Manpower Planning Division, Planning Institute of Jamaica

Horace W. Dalley, M.P., Minister of State for Labour and Social Security

Nicolás Eyzaguirre, Ministro de Hacienda de Chile

Roberto Frenkel, Centro de Estudios de Estado y Sociedad  
 Enrique Ganuza, Asesor Especial en Pobreza, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)  
 Eduardo Lizano F., Presidente del Banco Central de Costa Rica  
 Cristián Maquieira, Presidente del Comité Preparatorio del período extraordinario de Sesiones de la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Social  
 Antonio Navarro Wolf, Representante de Cámara de Colombia  
 Paulo Paiva, Banco Interamericano de Desarrollo  
 Alfredo Sarmiento, Jefe, Unidad de Desarrollo Social, Departamento Nacional de Planeación de Colombia  
 Vito Tanzi, Director del Departamento de Finanzas Públicas, Fondo Monetario Internacional  
 Víctor Tokman, Director Regional, Oficina Regional de la OIT para América Latina y el Caribe

**J. Secretaría**  
**Secretariat**  
**Secrétariat**

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/ Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)/ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

José Antonio Ocampo, Secretario Ejecutivo  
 Reynaldo Bajraj, Secretario Ejecutivo Adjunto  
 Rolando Franco, Director, División de Desarrollo Social  
 Pascual Gerstenfeld, Director, Oficina de la CEPAL en Montevideo  
 Raúl García Buchaca, Oficial de Programas, División de Planificación de Programas y Operaciones  
 Gerardo Mendoza, Oficial de Programas Asociado, Oficina del Secretario de la Comisión  
 Luis Yáñez, Asistente Legal, Oficina del Secretario de la Comisión

Annexe 2

**LISTE DES DOCUMENTS**

LC/G.2086(CONF.87/1)	Ordre du jour provisoire
LC/G.2092(CONF.87/2)	Annotations à l'ordre du jour provisoire
LC/G.2096(CONF.87/3)	Le fossé en matière d'équité: deuxième évaluation